

LE SOCIALISME

Le 24 novembre 2023

Plus le temps d'écrire un mot en guise d'introduction à cette causerie, et puis j'ai les yeux qui fatiguent, la vieillesse, quelle horreur ! Il faut bien se faire une raison, tenez, raison de plus pour être bien intentionné ou généreux envers la jeunesse.

Elle est à plaindre, car elle a encore moins que nous mérité de vivre dans une société aussi injuste. Si elle a l'occasion de profiter de la vie, qu'elle s'en donne à cœur joie, et tant pis si parfois elle fait des conneries, cela fait partie de l'école de la vie. Passons-nous de juger les autres, même s'il arrive que leur comportement nous déplaie ou nous dégoûte, je sais que c'est difficile parfois, demandons-nous plutôt pourquoi ils en sont arrivés là, cela soulage et permet d'apprendre beaucoup de choses sur notre propre comportement qui n'a pas toujours été exemplaire.

On croirait que, parce qu'on est très tolérant ou compréhensif on en deviendrait idiot, ce serait plutôt l'inverse, non ? Je suis habitué à prendre des portes dans la gueule de gens qui se prétendent très ouvert à la discussion, et qui en réalité se conduisent tout autrement ou manquent d'empathie, je viens encore d'en faire l'expérience à trois reprises sans que j'en sois choqué parce que je m'y attendais.

J'ai lu un truc récemment sur la contingence et la nécessité, la contingence pourrait se traduire par éventualité, hasard, et nécessité par ce qui est inéluctable ou inévitable, la question était de savoir s'ils étaient complémentaires ou s'ils s'excluaient mutuellement, s'ils étaient antinomiques.

Cette question absurde occupa les philosophes au XIXe siècle pendant des années ou des décennies, parce qu'ils étaient empêtrés dans la métaphysique. Grâce au développement des sciences on en est venu à bout ou elle ne se pose plus, pas si vite, hormis chez les indécrottables croyants qui se servent de la contingence du monde pour tenter de prouver l'existence de Dieu, ils ont près de deux siècles de retard, car, que disent-ils, sinon que tout ce qui demeure hors de portée de la connaissance humaine prouverait qu'il existerait une cause nécessaire ou première au monde.

Or, on a percé ce « *mystère* », on a découvert les lois physico-chimiques et mathématiques qui le régissent, et à défaut d'avoir résolu la dernière énigme qui consiste à se demander d'où vient l'univers, on sait au moins qu'elle n'hante que les esprits tordus qui l'ont inventé, juste pour nier que les hommes peuvent parvenir à la connaissance ou prendre conscience de leur condition et agir pour la changer ou changer la société.

On philosophe, on philosophe, on ne s'emmerde jamais sur ce portail, n'est-ce pas ?

Pour mieux criminaliser la résistance palestinienne armée, ils font appel à un idéologue qui réalise un amalgame entre Al-Qaida et le Hamas.

J-C - Cet article est uniquement destiné à faire porter la responsabilité du massacre de la population civile de Gaza sur les organisations qui ont lancé une offensive militaire contre l'occupant, et donc à épargner les colons anglo-saxons et sionistes qui en sont les auteurs.

Au passage, je plains les étudiants qui ont affaire à un tel "*professeur*" ou plutôt un professionnel en propagande coloniale et impérialiste. Observez attentivement comment il procède pour tenter de manipuler les consciences au profit des sionistes.

D'Al-Qaida au Hamas : la stratégie de la guerre médiatique - The Conversation 22 novembre 2023

Pierre Firode, Professeur agrégé de Géographie, membre du laboratoire Médiations, Sorbonne Université.

Extrait.

« Je te dis que nous livrons une bataille, et que plus de la moitié de cette bataille se déroule sur la scène médiatique. Nous sommes donc engagés dans une bataille médiatique pour gagner les cœurs et les esprits des membres de notre communauté. »

Cette citation nous montre à quel point Ayman al-Zawahiri – longtemps numéro deux d'Al-Qaida, puis leader de l'organisation de l'élimination d'Oussama Ben Laden en 2011 jusqu'à son propre assassinat en 2022 par un drone américain – considérait la sphère médiatique comme un champ de bataille à part entière. Et de ce point de vue, la supériorité militaire des États-Unis pourrait être un avantage pour les djihadistes. Une situation que l'on retrouve, mutatis mutandis, aujourd'hui dans le conflit qui oppose Israël au Hamas.

Les propos cités ci-dessus proviennent d'un message envoyé par Al-Zawahiri en 2004, depuis le Pakistan, à Abou Moussab Al-Zarqaoui, le fondateur d'Al-Qaida en Irak (la branche irakienne de l'organisation terroriste), pour l'inciter à mobiliser l'oumma, c'est-à-dire l'ensemble des musulmans, dans un djihad global à l'encontre de ce qu'il considérait être une nouvelle « *croisade* », menée par la « *mécréante* » puissance américaine, contre l'islam et ses pratiquants.

Les méthodes de combat adoptées par les actuels leaders militaires du Hamas semblent, à bien des égards, s'inscrire dans la continuité d'une pensée stratégique réfléchie, initialement élaborée au cours des affrontements de ces dernières décennies entre les puissances occidentales (principalement les États-Unis) et les groupes terroristes comme Al-Qaida.

En quoi la filiation idéologique et stratégique entre Al-Qaida et le Hamas peut-elle éclairer le conflit en cours à Gaza ?

L'objectif d'Al-Qaida est donc clair : obliger l'armée américaine à toucher les civils, à profaner des lieux saints, symboles de l'oumma, afin de la rassembler autour du drapeau djihadiste.

Cette stratégie trouve alors un écho évident dans les doctrines actuellement utilisées à Gaza, comme le montre le manuel de guérilla urbaine du Hamas retrouvé par Tsahal lors de l'opération « *Bordure protectrice* » en 2014. Comme Al-Qaida en Irak, le Hamas a théorisé l'utilisation des boucliers humains pour fédérer les populations musulmanes autour du djihad anti-Israël.

C'est dans cette optique que l'on pourrait comprendre la localisation des forces du Hamas dans le quartier de Shuja'iya, frappé par Tsahal en 2014 lors de l'opération « *Bordure protectrice* ».

On voit bien à travers ce document fourni par l'armée israélienne que les points de départ de tirs de roquettes sont concentrés dans les espaces les plus densément habités du tissu urbain.

La géographie des planques témoigne d'une même logique de boucliers humains. Ces planques sont concentrées autour de deux zones résidentielles d'habitat collectif où les combattants du Hamas se cachent sous les étages occupés par des populations civiles. The Conversation 22 novembre 2023

J-C - Gaza, avec une population de 2,4 millions d'habitants répartis sur un territoire de 8km sur 42, ce qui en fait le plus densément peuplé de la planète, les "*planques*" d'armes se trouvent forcément à proximité d'habitations ou de bâtiments en tout genre. Ce misérable argument est purement démagogique.

Qu'est-ce que c'est The Conversation ?

Dans la causerie d'août 2020.

(Sources : <https://theconversation.com/fr/who-we-are> et [wikipédia.org](https://fr.wikipedia.org))

J-C - C'est une ONG complémentaire des agences de presse destinée à alimenter la propagande officielle.

The Conversation est un média en ligne collaboratif et une association à but non lucratif.

De nombreux sites les republient – en intégralité et citant la source, selon nos règles simples – tels La Croix, France Télé Info, Le Monde, Libération, Ouest-France, Le Point, Santé Magazine, Slate, Sud-Ouest, La Tribune... Et les médias audiovisuels se servent de notre site pour trouver des experts de qualité à inviter dans leurs émissions.

J-C - Ils ont oublié le Forum économique mondial.

Andrew Jaspan

Andrew Jaspan AM (né le 20 avril 1952) est un journaliste anglo-australien, **créateur et fondateur de The Conversation**.

Jaspan a levé des fonds pour lancer la version américaine aux États-Unis auprès des Fondations Robert Wood Johnson, Moore, **Hewlett, Gates**, Howard Hughes et Sloan. (Wikipédia.org)

J-C - Décidément, comme le monde est petit ! Après Bill Gates, plus loin Soros avec Poynter Institute.

En avril 2018, l'ancien directeur de la BBC et de l'AP Chris Waiting a été nommé son nouveau PDG.

En 2016, l'unité FactCheck de The Conversation est devenue la première équipe de vérification des faits en Australie et l'une des deux seules au monde accréditées par l'International Fact-Checking Network, qui est une alliance de vérificateurs de faits hébergés au Poynter Institute aux États-Unis

Poynter Institute

En 2017, le Poynter Institute a reçu 1,3 million de dollars du réseau Omidyar et des **fondations Open Society** afin de soutenir de nouveaux projets dans trois domaines principaux: la technologie de vérification des faits, le suivi de l'impact et les récompenses financières par le biais de subventions d'innovation et de jumelages de financement participatif.

Nos sincères remerciements vont à la **Carnegie Corporation** de New York qui apporte son soutien initial à notre édition mondiale.

Carnegie Corporation of New York

La Carnegie Corporation of New York MHL est un fonds philanthropique créé par Andrew Carnegie en 1911 pour soutenir des programmes d'éducation aux États-Unis, et plus tard dans le monde.

Fondation Carnegie pour la paix internationale

La Fondation Carnegie pour la paix internationale est une organisation non gouvernementale ainsi qu'un cercle de réflexion et d'influence global (think tank) dédiée au développement de la coopération interétatique et à la promotion des intérêts des États-Unis sur la scène internationale. Fondée en 1910 par Andrew Carnegie, l'organisation s'efforce de conserver une impartialité politique en incluant des membres démocrates et républicains.

La fondation participe à la fin des années 1990 aux efforts du gouvernement américain visant à renverser le président serbe Slobodan Milošević.

Le financement est assuré par des universités, des entreprises, des gouvernements et des dons privés. Elle perçoit des subventions publiques (à hauteur de 22 % en 2017) dans le cadre de différents dispositifs nationaux et régionaux.

Brookings Institution

La Brookings Institution, souvent appelée simplement Brookings, est un groupe de recherche américain fondé en 1916 sur Think Tank Row à Washington, D.C. **The Economist** décrit Brookings comme «*peut-être le groupe de réflexion le plus prestigieux des États-Unis*».

Président du conseil d'administration

Didier Pourquery

Diplômé de Sciences Po Paris et de l'ESSEC, Didier débuta sa carrière dans l'industrie pendant six ans. Journaliste économique à Libération puis au journal Le Monde de 1983 à 1990, il fut successivement rédacteur en chef à Sciences & Vie Économie, La Tribune, InfoMatin, Prisma Presse et L'Expansion. Directeur des rédactions de Metro en France depuis son lancement en 2002 jusqu'en 2006, il travailla ensuite sur le projet Bild France d'Axel Springer avant de prendre la direction déléguée de Lib...

Parmi les journalistes

Clea Chakraverty - Cheffe de rubrique - Politique + Société

Elle a collaboré au Monde Diplomatique, aux **Echos**... Elle est lauréate 2013 de la **Bourse Lagardère**... Catesby Holmes - Religion Editor - International Editor

Catesby est journaliste et éditrice qui a travaillé pour le magazine Travel + Leisure, **Open Society Foundations (Soros- J-C)** et Report on the Americas. Ses écrits ont été publiés dans CityLab, **Slate**, Next City et WIRED.

<https://theconversation.com/fr/partners>

J-C – Vous aurez compris que cette officine ne publie jamais des articles pour vous informer, mais toujours pour vous manipuler, entraînez-vous à trouver dans chaque article qu'ils publient, quelles étaient leurs réelles intentions et vous progresserez. Là c'était trop fastoche !

Totalitarisme. Quand les puissances occidentales appliquent le droit pénal de l'Etat d'apartheid.

J-C - Après la chasse aux sympathisants de la Russie, c'est le tour des sympathisants du Hamas autant dire de la cause palestinienne. Certains évoquent à juste titre la criminalisation de la protestation politique non violente, de la liberté d'expression ou de réunion, donc de droits politiques. Ils recourent à une juridiction d'exception comme sous les dictatures militaires pour pratiquer l'intimidation, l'inculpation et la répression préventive.

Autrement dit, le principe de la présomption d'innocence n'existe plus, ce qui est extrêmement grave, car n'importe qui peut être déclaré coupable aussi longtemps qu'il n'a pas démontré le contraire, sur la base d'une simple suspicion ou d'une dénonciation reposant sur des motifs

inconnus, inventés, vengeance, déséquilibre mental, ou selon l'humeur d'un juge malintentionné.

Guerre Hamas – Israël : L'organisation palestinienne interdite en Suisse pour « empêcher les activités terroristes » - AFP/20minutes.fr 22 novembre 2023

Le gouvernement suisse a décidé mercredi d'élaborer une loi pour interdire sur son sol les activités du Hamas et ses éventuels soutiens.

« *L'interdiction a pour seul but d'empêcher les activités terroristes de cette organisation et des personnes qui les soutiennent* », a expliqué la ministre de la Justice et Police, Elisabeth Baume-Schneider, en conférence de presse. Elle a précisé qu'une interdiction du Hamas permettrait notamment de faciliter l'expulsion des « personnes dangereuses » et d'accélérer les procédures pénales contre des « *terroristes potentiels* ».AFP/20minutes.fr 22 novembre 2023

J-C - Dans le paradis fiscal des banquiers, c'était la moindre des choses.

Allemagne : plusieurs perquisitions en cours chez des partisans du Hamas et Samidoun - BFMTV 23 novembre 2023

Des opérations de police ont eu lieu dans quatre régions du pays, mais également dans plusieurs domiciles berlinois. BFMTV 23 novembre 2023

Israël : polémique à HEC autour des propos d'un enseignant - Le Point.fr 24 novembre 2023

D'anciens élèves de l'école de commerce HEC dénoncent dans une tribune commune les propos tenus par un enseignant sur les réseaux sociaux au lendemain de l'attaque menée le 7 octobre par le Hamas en Israël. Comme l'indique BFMTV, ce professeur, Alberto Alemanno, a écrit ce message, modifié par la suite : « *Horriifié par les attaques contre Israël, mais profondément mal à l'aise face au soutien unilatéral de l'Union européenne à Israël face aux attaques du Hamas. C'est aussi un soulèvement des colonisés.* »

Dans la tribune des anciens élèves de l'école, il est indiqué qu'Alberto Alemanno a utilisé en public les termes de « *génocide* » et d'« *apartheid* » pour qualifier Israël. Les auteurs de la tribune manifestent donc leur colère et indignation devant le silence de [leur] école. « *Une ligne rouge a été traversée, dans un contexte explosif, notamment dans le monde académique* », affirme Ouriel Ohayon, signataire de la tribune, auprès de nos confrères de BFMTV.

Les signataires dénoncent le fait que leur signalement auprès du président de l'école soit resté lettre morte. Mais, ce mercredi, le compte officiel de HEC sur X (ex-Twitter) a publié le message suivant : « *Le professeur Alberto Alemanno a récemment tenu sur ses réseaux sociaux personnels des propos qui ont suscité une vive émotion et pour lesquels il a depuis officiellement exprimé ses regrets. Ces propos expriment des opinions personnelles et n'engagent en aucun cas HEC Paris.* »

« Dans le contexte actuel, estime ensuite l'école, le rôle de HEC en tant qu'institution académique reste plus que jamais de faire avancer le dialogue et la connaissance tout en respectant la dignité et les sensibilités de chaque individu, ainsi que la liberté académique de ses professeurs. » Le Point.fr 24 novembre 2023

Melissa Barrera, star de "Scream", écartée de la licence après des messages de soutien à la Palestine - BFMTV 22 novembre 2023

L'actrice a été mise en cause après la publication dans ses stories Instagram de messages où elle affichait son soutien à Palestine en pleine guerre entre Israël et le Hamas.

Scream 7 vient de perdre son actrice principale. Melissa Barrera, qui incarne l'héroïne Sam Carpenter dans les cinquième et sixième volets de Scream, vient de se faire virer par Spyglass Media, la société de production en charge de la franchise horrifique.

En cause: des messages publiés par la comédienne mexicaine sur Instagram où elle affichait au début du mois son soutien à la Palestine. "*Moi aussi je viens d'un pays colonisé*", avait-elle écrit. "*La Palestine sera libérée.*"

Dans un autre message, l'actrice avait dénoncé "*la censure*" sur les réseaux sociaux, accusant notamment Instagram de ne lui montrer que des articles favorables à Israël. "*La censure est réelle*", avait-elle déclaré, avant d'ajouter:

"*Les médias occidentaux ne montrent (qu'une partie de la réalité). Pourquoi font-ils cela? Je vous le laisse deviner. (...) Les Palestiniens le savent très bien. Ils savent que le monde essaye de les invisibiliser depuis des décennies.*"

"*Nous avons une tolérance zéro pour l'antisémitisme*", a fait savoir dans un communiqué Spyglass Media.

"*(Nous ne tolérons pas non plus) l'incitation à la haine sous quelque forme que ce soit, notamment les mensonges sur le génocide, l'épuration ethnique ou la Shoah - tout ce qui est ressemblé de près ou de loin à un discours de haine*", ajoute le texte. BFMTV 22 novembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Selon un dernier bilan encore provisoire, il y a eu 14.854 martyrs, dont 6.150 enfants et 4.000 femmes ainsi que 36.000 blessés. english.almayadeen.net 23 novembre 2023

- « Israël » bombarde la Bande de Gaza du nord au sud. Un journaliste et sa famille éliminés. Enlèvement du directeur de l'hôpital al-Shifa

Au lendemain de l'accord de cessez-le-feu de 5 jours qui n'est pas encore entré en vigueur, le nord de la bande de Gaza, son centre et son sud font l'objet de raids israéliens hystériques causant des massacres parmi les civils.

Dans le camp de Nuseirat, c'est la maison familiale d'un journaliste Mohamad Mouine Ayyach, qui a été violemment frappé, le tuant ainsi que sa femme, ses deux enfants, son père, sa mère, son frère Ahmad avec son épouse et leur fille, sa sœur Fatima ainsi que son mari et ses deux enfants et les 3 enfants d'un deuxième frère. Ils ont tous péri sous les décombres de leur maison détruite sur leur tête. (La photo de cette famille souriante avec les deux bébés dans les bras du grand-père et de la grand-mère m'a donné envie de pleurer, c'est insoutenable, les sionistes sont des barbares sanguinaires et rien d'autre, à éliminer.- J-C)

La mort de ce journaliste porte à 63 le chiffre des journalistes tués depuis le lancement de l'offensive israélienne sur la bande de Gaza.

Quant à l'hôpital al-Shifa, il a été évacué sur l'ordre des militaires de l'occupation israélienne qui ont enlevé son directeur, Docteur Mohamad Abou Salmiya et certains cadres de l'hôpital.

L'armée d'occupation israélienne a indiqué qu'il est soumis à un interrogatoire par le Shin Bet.

Un autre médecin Khaled Abou Samra a raconté qu'en sortant de l'hôpital, ils ont vu des cadavres jonchant le sol tout au long de leur parcours. Il a révélé aussi que les soldats de l'occupation les ont obligés à entasser 260 patients et blessés dans 14 ambulances et qu'ils ont fouillé les enfants et les femmes, et les ont bloqués pendant 7 heures sur l'un des barrages.

Selon le Croissant rouge palestinien, le convoi des blessés et des patients qui devraient être acheminé vers les hôpitaux du sud est bloqué sur le barrage israélien qui sépare le nord du sud de la bande de Gaza. Ses soldats fouillent minutieusement les véhicules pendant de longues heures.

A noter que le corps médical des hôpitaux de la bande de Gaza a perdu 207 médecins, infirmiers et infirmières et secouristes qui ont succombé dans l'offensive israélienne qui perdure depuis 48 jours. french.almanar.com.lb et english.almayadeen.net 23 novembre 2023

Dénonçant la famine comme arme à Gaza, l'actrice tunisienne Hend Sabry démissionne du PAM - aa.com.tr 23 novembre 2023

L'actrice tunisienne Hend Sabry a annoncé sa démission du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), en tant qu'ambassadrice de bonne volonté, dénonçant l'utilisation de la famine comme arme contre les habitants de la bande de Gaza.

Sabry a déclaré mercredi soir dans un communiqué en arabe et en anglais via son compte sur la plateforme « X » : *"Après 13 ans de travail humanitaire à travers le monde... J'ai démissionné du Programme alimentaire mondial des Nations Unies. C'est avec le cœur lourd et une profonde tristesse que j'ai décidé de quitter mon rôle d'ambassadrice de bonne volonté pour le PAM. Un rôle que je chéris et honore depuis des années"*.

Et d'ajouter : *"Au cours des dernières semaines, j'ai été témoin et partagé les expériences de mes collègues dévoués du Programme alimentaire mondial, qui se sentaient impuissants parce qu'ils étaient incapables d'accomplir pleinement leur devoir, comme ils le faisaient toujours, envers les enfants, les mères, les pères et les grands-parents à Gaza. Ils ne pouvaient pas faire grand-chose face à une machine de guerre écrasante, qui n'a pas eu pitié des civils assiégés..."*.

Dans une critique implicite du programme, Sabry a exprimé sa déception en déclarant : *"Cependant, la famine et le siège ont été utilisés comme armes de guerre au cours des 46 derniers jours contre plus de deux millions de civils à Gaza"*. aa.com.tr 23 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Coup d'Etat du 18 Brumaire contre la Sécurité sociale.

Budget de la Sécurité sociale : Elisabeth Borne dégage un nouveau 49.3 sur la partie recettes, le 18e depuis sa nomination - AFP/franceinfo 23 novembre 2023

Le 18e depuis son arrivée dans le gouvernement. Elisabeth Borne a de nouveau engagé, jeudi 23 novembre, par l'article 49.3 de la Constitution, la responsabilité de son gouvernement sur la partie recettes du budget de la Sécurité sociale, qui était examiné par les députés en deuxième lecture. AFP/franceinfo 23 novembre 2023

Etat policier. Etat de siège ou occupation militaire, à Gaza, en Palestine, non à Paris, en France !

Paris 2024 : près de 15 000 militaires seront mobilisés pour sécuriser les Jeux olympiques - AFP/franceinfo 23 novembre 2023

Pour la seule sécurisation des sites de compétition, qui relève de la responsabilité du Cojo, il faut entre 17 000 et 22 000 agents de sécurité.

Totalitarisme. Quand les enseignants se transforment en agents de la dictature idéologique.

J-C - Honte à tous ces enseignants qui sont à l'origine de cette répression. En sanctionnant des paroles, des mots prononcés par des gamins qui n'en connaissaient ni la signification ni la portée, à croire qu'ils voulaient les dégoûter complètement de l'école.

Autrefois j'ai été mal traité par de nombreux professeurs, c'était dans le privé mais peu importe, résultat, j'ai fini par faire l'école buissonnière, j'ai raté le BEPC de 4 points et j'ai mis un terme à ma scolarité prématurément. Plus tard sans diplôme, hormis le CEP qui ne valait plus rien, sans le Bac, bien que j'entrepris des études en étant autodidacte, je vis se

fermer pas mal de porte, et je loupai un emploi d'infirmier psychiatrique pour cette seule raison, j'avais envisagé de poursuivre des études pour devenir psychanalyste. Du coup, je me suis retrouvé à faire des petits boulots qui ne correspondaient pas à mon niveau de connaissance. Je peux dire que cela eut une influence déterminante et néfaste sur le restant de mes jours. Ce qui ne m'empêchera pas d'obtenir un diplôme universitaire en science du langage à 46 ans et de devenir enseignant, comme quoi je ne suis pas rancunier !

Lorsque j'ai enseigné au lycée français et à l'Alliance française de Pondichéry, il m'est arrivé d'avoir affaire à des élèves provocateurs dans leurs propos ou leur comportement, j'avais bien conscience d'être un adulte et d'incarner l'autorité par mon statut. Par conséquent, je ne leur en ai pas tenu rigueur, tout en leur faisant savoir ce que j'en pensais, parce qu'autrefois j'avais été à leur place, comme chacun d'entre nous, sauf qu'il y en a qui l'ont oublié et qui se permettent de les juger et de les condamner, qu'ils ne s'étonnent pas le jour où cela leur arrivera.

Hommages à Samuel Paty et Dominique Bernard : 85 élèves exclus définitivement de leur établissement après des incidents - AFP/franceinfo 23 novembre 2023

Un total de 605 sanctions ont été prononcées lors de conseils de discipline après les hommages rendus aux deux enseignants assassinés, selon le ministère de l'Education nationale.

Parmi les 605 sanctions, 322 sont des exclusions temporaires de l'établissement et 47 des exclusions définitives avec sursis, a ajouté le ministère dans une communication que France Télévisions a pu consulter, en ne détaillant que les exclusions.

"Systématiquement, on saisit le procureur de la République" et "on engage des procédures disciplinaires", avait dit le ministre de l'Education. "Dans les cas les plus graves, j'ai demandé aux chefs d'établissement que ces élèves soient exclus à titre conservatoire, sans attendre le conseil de discipline".

Antisocial tu perds ton sang-froid...

J-C - Au même moment : La proposition de loi *"bien vieillir"* adoptée à l'Assemblée nationale, no comment !

Assurance-chômage : Bruno Le Maire souhaite réduire la durée d'indemnisation des chômeurs de plus de 55 ans - franceinfo 23 novembre 2023

Le ministre de l'Économie, invité jeudi 23 novembre sur franceinfo, a dit vouloir *"aligner la durée d'indemnisation"* des seniors sur celle des autres personnes sans emploi. *"C'est une hypocrisie, une façon de [les] mettre à la retraite de manière anticipée"*, a dénoncé Bruno Le Maire. *"Si vous avez plus de 55 ans, la durée d'indemnisation, c'est 27 mois alors qu'aujourd'hui, le lot commun, c'est 18 mois. Pourquoi ?"*, a demandé le ministre. franceinfo 23 novembre 2023

Commentaire d'un internaute :

- Il y a à peine quelques mois Borne a sorti de son chapeau une baisse de 25% des allocations chômage pour les plus de 55 ans, passant de 36 à 27 mois.

Là c'est Le Maire qui veut encore baisser carrément de 33%, de 27 à 18.

C'est à dire qu'en à peine un an la baisse serait de 50%, de 36 à 18.

J-C – La suite sera pire encore, car dans la plupart des pays les allocations chômages n'existent carrément pas, les travailleurs n'ont pratiquement aucun droit, en Inde où je vis par exemple.

Toujours dans le même registre infâme. Ils font des économies sur les plus pauvres et les plus faibles... pour les donner aux plus riches.

Pour les enfants placés à l'ASE, une nouvelle aide annoncée mais qui fait l'unanimité contre elle - Le HuffPost 23 novembre 2023

Le gouvernement s'attaque également à l'aide financière pour les jeunes placés à l'Aide sociale à l'enfance (ASE).

J-C - Si j'ai bien compris, jusqu'à présent, dès qu'un enfant était placé dans une famille il recevait chaque année de l'Etat, une somme d'argent qui était bloquée sur un compte jusqu'à sa majorité ou 18 ans. Donc par exemple, un enfant placé de ses 6 à 18 ans reçoit en 2023 environ 4 588 euros, un enfant placé de ses 10 à 14 ans reçoit 1 658 euros, et un enfant placé de ses 12 à 18 ans reçoit 2 562 euros. Or le gouvernement a décidé de supprimer ce système pour ne plus octroyer à cet enfant qu'une aide financière unique de 1 500 euros dès qu'il atteindrait 18 ans, à condition qu'il n'ait pas quitté sa famille avant, auquel cas il recevrait rien!

Régression sociale généralisée. Il y en aura pour tout le monde !

Budget 2024 : le Sénat s'apprête à donner un tour de vis dans les dépenses publiques - Publicsenat.fr 23 novembre 2023

Un dispositif plus ciblé pour le bouclier électricité.

Le sénateur propose donc de supprimer cette disposition pour les particuliers et de la remplacer, au moment de l'examen de la partie dédiée aux dépenses, par un chèque énergie, pour les ménages modestes et les classes moyennes. Six foyers sur dix devraient en bénéficier. Ce jeudi, Bruno Le Maire s'est dit « prêt à reprendre » la proposition sénatoriale, « *dès lors que les tarifs n'augmenteront pas plus de 10 % en 2024* ».

J-C – Leur version de l'optimisation sociale est le pendant de l'optimisation fiscale !

Publicsenat - Les dépenses liées aux fonctionnaires sont également dans le viseur des sénateurs LR. « *On va faire des efforts sur la fonction publique* », annonce Jean-François Husson, lequel vise 2,5 % d'effectifs en moins, au sein de l'État comme de ses opérateurs. Les quelque 400 organismes qui participent aux missions de l'État, doivent à ses yeux être « *rationnalisés* » et « *optimisés* ». Les sénateurs de la majorité sénatoriale prévoient en parallèle de relever le nombre jours de carence des fonctionnaires d'État, en cas d'arrêt maladie.

Dans le prolongement de la transformation de l'aide médicale (AME) en « *aide médicale d'urgence* » dans le projet de loi immigration, désormais entre les mains de l'Assemblée nationale, la majorité sénatoriale entend tirer les conséquences de son vote dans le projet de loi de finances, en retirant 400 millions d'euros dans les crédits mobilisés à l'AME. La commission des finances va par ailleurs pousser pour une réduction de 200 millions d'euros du budget alloué à l'aide publique au développement, sur un total de près de 16 milliards d'euros. Publicsenat.fr 23 novembre 2023

J-C – Les Brics11 ont les moyens de prendre le relais...

Les pauvres sont des cons, des fainéants, des profiteurs et des alcooliques...

J-C – En plus, il ne respecte rien, ce sont des « *animaux humains* », des « *sauvages* », on va leur apprendre à vivre.

Alcool : des sénateurs veulent un prix plancher de 3,50 euros pour une bouteille de vin pour « *diminuer la consommation* » - Publicsenat.fr 23 novembre 2023

Des sénateurs PS, de droite et Renaissance vont défendre lors du budget un amendement instaurant un prix minimum par unité d'alcool. L'objectif est qu'il n'y ait plus de bouteille de vin en dessous de 3,50 euros. Une mesure, déjà appliquée en Ecosse, qui vise les plus gros consommateurs, tout en épargnant « *les vins de qualité* », soit l'essentiel de la filière viticole. Ils y voient un impératif de santé publique face aux 42.000 morts liés à l'alcool chaque année en France.

Les cubis les moins chers coûtent un peu plus de 9 euros pour 5 litres, comme celui-ci à 9,35 euros. Après application du prix unitaire minimum, ce même cubi passerait environ à 23,30 euros. Soit une augmentation de 149 %, toujours selon nos calculs. Publicsenat.fr 23 novembre 2023

J-C – Vous aurez apprécié « *tout en épargnant* » « *les vins de qualité* » réservés aux nantis. Vous avez pu mesurer à la lecture de tous ces articles à quel point ils étaient mal intentionnés envers les couches inférieures de la classe ouvrière.

Totalitarisme. Quand l'OTAN politique est gouvernée comme une multinationale

J-C – Qu'est-ce qui motivait cette « *petite révolution* » ? La nécessité d'abandonner « *l'exigence d'unanimité* » qui pouvait entraver « les décisions de (...) visant la Russie » par exemple ou parvenir plus facilement à une "union de la défense comprenant des unités militaires et une capacité permanente de déploiement rapide, sous le commandement opérationnel de l'Union", entendez l'OTAN, bref, des motivations militaires ou belliqueuses entre autres.

L'UE à 35? Propositions de réformes contre les vetos qui "paralyseraient" - AFP 22 novembre 2023

Moins de décisions prises à l'unanimité des Etats membres pour éviter les blocages, plus de pouvoir au Parlement européen: les eurodéputés ont adopté mercredi des propositions de réformes de l'UE, destinées à nourrir le débat lié aux perspectives d'élargissement.

Le texte préparé par cinq élus - dont quatre Allemands - représentant différents groupes politiques, est toutefois passé à une courte majorité.

"Il y a pour la première fois une majorité pour dire: faisons une réforme substantielle qui en finisse de fait avec cette approche intergouvernementale d'unanimité (...) pour moi c'est une petite révolution", s'est félicité l'eurodéputé belge Guy Verhofstadt, l'un des auteurs du rapport approuvé par le Parlement européen à Strasbourg.

Rédigé à la suite d'une vaste consultation citoyenne sur l'avenir de l'Europe lancée en 2021, il plaide pour une révision des traités et demande au Conseil européen de convoquer une convention. Ce qui pourrait être décidé lors d'un sommet mi-décembre.

M. Verhofstadt, fédéraliste convaincu et membre de Renew Europe (centristes et libéraux), avait mardi lors du débat en plénière souligné que l'UE n'était "pas prête pour l'absolue nécessité d'un élargissement à 35 ou 37 Etats membres". Même dans l'actuelle Union à 27, "nous réagissons souvent trop peu et trop lentement, parce que nous sommes paralysés par l'exigence d'unanimité", avait-il déploré.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine a remis dans l'actualité le débat sur l'élargissement du bloc. Les Etats membres devraient se prononcer en décembre sur l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie, et de l'octroi du statut de candidat à la Géorgie.

Cinq pays des Balkans patientent par ailleurs depuis des années dans l'antichambre de l'UE.

Or la perspective d'une Union élargie pose la question d'une refonte des procédures décisionnelles.

La question "n'est plus si nous allons réviser les traités, mais quand", a estimé l'eurodéputé allemand Daniel Freund (Verts), co-rapporteur, dénonçant "les vetos opposés sur tout" par le Premier ministre hongrois Viktor Orban, notamment sur le déblocage de fonds pour l'Ukraine.

"De plus en plus de gouvernements sont convaincus que le chantage constant, en particulier de la part de Viktor Orban, n'est pas tenable, que cela nous rend faibles. En temps de guerre dans notre voisinage immédiat, c'est un risque sécuritaire pour l'Union", a-t-il dit.

Le texte réclame donc d'augmenter *"considérablement le nombre de domaines dans lesquels les actions sont décidées à la majorité qualifiée"*, en abandonnant par exemple l'exigence d'unanimité sur les décisions de sanctions - comme celles visant la Russie -, mais aussi sur le déclenchement d'une procédure destinée à protéger l'Etat de droit dans l'UE.

Il plaide pour un véritable droit d'initiative législative pour le Parlement européen, et pour une *"union de la défense comprenant des unités militaires et une capacité permanente de déploiement rapide, sous le commandement opérationnel de l'Union"*.

Le Parlement européen propose aussi de modifier la composition de la Commission européenne, qui serait rebaptisée *"Exécutif européen"* et dont les membres seraient réduits à 15 commissaires (contre 27 actuellement, un par Etat membre).

Les propositions du Parlement ont suscité des critiques dans les rangs des partis souverainistes et d'extrême droite notamment, mais aussi au sein de pays comme la Pologne.

L'élu italien Antonio Maria Rinaldi (Lega, groupe ID, extrême droite), a critiqué un texte *"absolument inacceptable et dangereux"*, menace à *"la souveraineté nationale"*.

Son compatriote du parti post-fasciste Fratelli d'Italia (groupe ECR) Carlo Fidanza a dénoncé une volonté de faire de l'UE un *"super-Etat"*, et des *"utopies antinationales"*.

"Pour qui vous prenez-vous, à vous placer au-dessus des Etats?", a aussi fustigé le Polonais Ryszard Antoni Legutko (du parti nationaliste PiS, groupe ECR).

En Pologne, même Donald Tusk, candidat proposé au poste de Premier ministre par les forces pro-européennes désormais majoritaires au Parlement polonais, a exprimé son opposition au texte.

L'Europe *"a besoin d'être améliorée dans de nombreux domaines, mais la manière la plus insensée serait d'adopter cet enthousiasme très naïf pour l'intégration"*, a-t-il estimé.

Russie.

Ce qu'il faut retenir du discours de Poutine au sommet du G20 - fr.sputniknews.africa 22 novembre 2023

Le Président russe s'est demandé pourquoi les dirigeants mondiaux qui se disent *"choqués"* par le conflit continu en Ukraine, ne le sont pas à l'égard de la catastrophe humanitaire dans la bande de Gaza:

"Je comprends qu'il s'agit d'une guerre, les pertes en vies humaines ne peuvent que choquer. Et le coup d'État sanglant en Ukraine en 2014, suivi de la guerre du régime de Kiev contre

son peuple dans le Donbass, n'est-ce pas choquant? Et l'extermination de la population civile en Palestine et dans la bande de Gaza aujourd'hui. N'est-ce pas choquant?", a-t-il indiqué ce 22 novembre au cours du sommet du G20 auquel il a participé en visioconférence.

"N'est-il pas choquant que des médecins soient obligés de pratiquer des opérations sur des enfants, des opérations abdominales, en utilisant un scalpel sur le corps d'un enfant, sans anesthésie? Et le fait que le secrétaire général de l'Onu ait dit que Gaza s'est transformée en un immense cimetière pour enfants, n'est-ce pas choquant?", a poursuivi le dirigeant russe.

Il a d'ailleurs rappelé que la Russie n'a jamais refusé les négociations de paix. Cependant, pour pouvoir les organiser, Kiev doit tout d'abord abolir son décret signé en septembre 2022 par Volodymyr Zelensky, interdisant tous les pourparlers "avec le Président russe Vladimir Poutine".

L'économie mondiale subit un stress colossal qui n'est pas provoqué par les actions de la Russie en Ukraine, mais par "la politique macroéconomique irréfléchie" de certains États, poursuit-il.

"Certes, l'injection de milliers de milliards de dollars et d'euros dans l'économie, dans le système bancaire a suscité une flambée de l'inflation mondiale, une augmentation rapide des prix alimentaires et énergétiques. C'est précisément ce qui est au cœur des événements dont je vous ai parlé. Ce ne sont pas du tout nos actions ni nos tentatives pour obtenir justice en Ukraine. Non. Ce sont les actions des plus grandes économies du monde", a souligné le chef de l'État russe.

Au vu de l'état actuel des choses, la situation de l'économie mondiale nécessite un consensus et la prise en compte des points de vue des différents pays, selon lui. fr.sputniknews.africa 22 novembre 2023

J-C – « *La situation de l'économie mondiale nécessite un consensus* », on n'en a jamais douté.

Quand Washington fait le tri des coups d'État: Gambie non, Ukraine oui... Moscou explique - fr.sputniknews.africa 22 novembre 2023

Les États-Unis "ne condamnent que les tentatives de coups d'État dans les pays du monde où ils ne participent pas eux-mêmes" comme cela s'est produit en Gambie en 2014. Dans le même temps, les États-Unis n'ont pas condamné des événements similaires survenus en Ukraine la même année, a déclaré ce 22 novembre Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

"Et lorsqu'ils sont impliqués, lorsqu'ils interfèrent dans les affaires intérieures des États, lorsqu'ils sponsorisent ces mêmes 'putschistes', ils ne jugent pas nécessaire de condamner, ils ne parlent que de démocratie et de choses connexes", a expliqué Mme Zakharova.

Pour argumenter le flagrant délit du "deux poids, deux mesures" américain, la porte-parole a rappelé qu'en 2014, après la tentative de coup d'État en Gambie, Washington a affirmé qu'il

condamnait catégoriquement "*toute tentative de prise de pouvoir par des moyens non constitutionnels*".

Mme Zakharova a rappelé qu'au lieu de condamner ce coup d'État à Kiev, Washington l'avait qualifié de "*révolution démocratique*". fr.sputniknews.africa 22 novembre 2023